



**Fédération Nationale de l'Enseignement , de la Culture  
et de la Formation Professionnelle FORCE OUVRIERE**

**- Coordination des sections fédérales de l'Académie de Montpellier -**

**UD FO – Maison des syndicats**

**474 allée Henri II de Montmorency 34000 Montpellier**

**Tel : 06 87 84 96 02**

**Mail : fnecfp-fo.acamontp@orange.fr**

Monsieur le Directeur Académique,

Alors que les fermetures de classes sont enfin dévoilées, les personnels et les parents d'élèves se mobilisent. Ils ne sont pas dupes de ce que ces fermetures signifiaient si ce projet de carte scolaire était validé : une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et des conditions de scolarisation des élèves! Déjà en grève mardi dernier, cinq écoles de Sète sont fermées aujourd'hui et se sont rassemblées avec les parents devant la mairie ce matin. Les pancartes et les pétitions l'expriment à Lodève, Montpellier, Sauvian, Béziers. La FNEC FP-FO est à leurs côtés et réaffirme l'urgence de combattre ce budget de guerre et d'austérité ! Elle soutient la colère qui s'exprime dans les mobilisations, les initiatives qui se multiplient pour bloquer cette casse de l'École publique, sauver les classes, gagner l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires.

Avec 1 891 suppressions de postes dans les écoles, et plus de 1 000 postes réservés pour les pôles d'appui à la scolarité (PAS) qui entraîneront autant de fermetures de classes supplémentaires, c'est une véritable saignée qui frappe les départements. L'Hérault n'y échappe pas.

Le gouvernement Macron-Lecornu déverse des milliards pour l'armement alors que les hôpitaux, l'École, les services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout ! 7 milliards d'euros supplémentaires sont versés au budget des armées qui dépasse désormais celui de l'Education Nationale. 12 milliards pour un nouveau porte-avions, 8,5 milliards de plus pour acheter des munitions. La baisse démographique invoquée est un prétexte pour dissimuler cette réalité brutale : ce gouvernement choisit de mettre des milliards dans les armes et la militarisation plutôt que dans les écoles.

Dans l'Hérault, la baisse de 1818 élèves, c'est seulement moins 3 élèves par école.

Depuis plus d'un mois, la marche à la guerre au plan mondial vient de connaître une nouvelle accélération avec le déclenchement de la guerre israélo-américaine contre l'Iran. En tant qu'organisation attachée à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs, la FNEC FP-FO exige le cessez-le-feu immédiat.

Elle s'oppose à toute volonté du gouvernement Macron-Lecornu de prendre part d'une manière ou d'une autre à cette folie meurtrière qui menace les travailleurs et les peuples du monde entier.

Elle s'oppose aux 4000 suppressions de postes issues de ce budget de guerre. La FNEC FP-FO réaffirme son opposition ferme à tout dispositif de militarisation de l'école et d'embrigadement de la jeunesse, ainsi qu'à toute mesure de répression contre les jeunes et tous ceux qui se mobilisent pour la paix. Le rôle de l'École et de ses personnels est d'instruire les jeunes, pas de se transformer en lieu de recrutement pour la guerre ou de mise au pas de la jeunesse !

Dans l'Hérault, supprimer 20 postes, et créer 24 PAS à la rentrée 2026, dont 19 pris sur le 1er degré, c'est fermer 19 classes supplémentaires. Les personnels confrontés à des situations intenable ne veulent pas le « coaching » proposé par les PAS. Ils veulent une réelle prise en charge des élèves par des enseignants spécialisés, des AESH, et par des places en établissements spécialisés à chaque fois que la MDA le notifie.

Les PAS vont continuer à dégrader les conditions de travail des AESH et des enseignants en diminuant les notifications. Le ministre Geffray en a révélé lui-même le véritable objectif devant le Sénat, en se réjouissant que dans deux départements, les PAS aient permis de réduire les notifications d'AESH de 6%.

Pour la FNEC-FP FO, le respect des notifications MDPH, la création des places nécessaires dans les

établissements sociaux et médico-sociaux, le recrutement d'AESH à hauteur des besoins, la création d'un statut avec un temps plein de 24h pour les AESH sont des nécessités urgentes pour qu'enfin cesse la maltraitance que subissent en premier lieu les élèves en situation de handicap et par voie de conséquence les personnels ainsi que tous les autres élèves.

Aujourd'hui, ne pas être remplacé est devenu une habitude, être remplacé une exception. Ce n'est pas la fusion des différents types de remplaçants au sein d'un « PIAL départemental », ni un nouveau logiciel, qui vont améliorer le remplacement devenu structurellement défaillant. Alors que des milliers de journées ne sont pas remplacées chaque année, entraînant le désarroi des personnels et des familles, ce sont des postes qu'il faut créer, en urgence.

Votre projet, Monsieur le Directeur Académique, ne répond pas aux besoins des écoles sur le département, il répond uniquement aux décisions du ministère: supprimer 20 postes à tout prix : fermer 74 classes, même quand l'effectif est stable ou la baisse infime, diminuer les décharges des directions, fusionner les écoles.

C'est une attaque directe et d'une violence inédite contre l'école publique, contre les conditions de travail des personnels, et contre les conditions d'apprentissage des élèves.

Il est donc inacceptable.

La FNEC FP FO 34 réaffirme ses revendications :

- l'annulation de toutes les suppressions de postes et créations des postes nécessaires, y compris de tous les postes spécialisés !
- l'ouverture des places nécessaires en établissements sociaux et médico-sociaux, non aux externalisations !
- l'annulation de la fusion des remplaçants!
- De l'argent pour l'école publique, pas pour la guerre !